Session des 23 et 24 juin 2011
Compte administratif 2010 et budget supplémentaire 2011
Déclaration de la CGT

Certes, la CGT tient à souligner la qualité des documents qui ont été transmis, qualité et transparence qui permettent une appropriation sans équivoque des comptes de la Région tant dans l'exécution et la prévision du budget que dans la gestion de la dette ; néanmoins la dématérialisation de ces documents – et leur volume - présente encore des inconvénients qui vont à l'encontre de cette transparence et à l'exercice optimal du dialogue social sur ces enjeux cruciaux.

S'agissant du Compte administratif de la Région 2010, la CGT porte une appréciation positive quant au maintien des grands équilibres financiers alors que cet exercice a été percuté par les premiers effets de la réforme fiscale et qu'il s'est déroulé dans un contexte économique affaibli et de difficultés sociales pour les salariés. Certaines interventions de conseillers en commission 1 attestent d'exigences fortes à l'égard du Conseil régional ; c'est légitime mais la CGT aimerait qu'elles soient aussi insistantes en direction des responsables d'un taux de chômage qui ne recule qu'à la marge et demeure élevé, d'une précarité dans le travail qui augmente et d'inégalités sociales qui se creusent. Vérité énoncée à l'appui des éléments de conjoncture présentés hier.

La CGT partage la demande du CESER concernant la connaissance du montant des restes à recevoir dans le Compte administratif : cela permettrait éventuellement de lever les incertitudes émises par quelques conseillers sur les marges de manœuvre d'investissements de la Région, des incertitudes qui, pour la CGT, sont, pour une part, pertinentes mais ne doivent pas devenir des soupçons et à relativiser au regard des équilibres financiers par ailleurs reconnus.

Concernant le budget supplémentaire, la CGT partage l'idée que, dans ses grandes lignes, il constitue un simple ajustement du Budget primitif.

La CGT déplore, qu'au mois de juin, l'Etat n'a toujours pas fait connaître le montant des nouvelles ressources qui remplacent la taxe professionnelle. Une gestion en « bon père de famille » comme l'exige la majorité présidentielle nécessiterait pour le moins de connaître ces ressources en début d'exercice. D'autant qu'elles pourraient être inférieures de six millions d'euros par rapport à la prévision basse du Conseil régional.

A plusieurs reprises, ici, la CGT a dénoncé la nature et les objectifs de la réforme de la fiscalité locale. Parce que pour nous ce n'est pas d'un excès de dépenses mais d'un déficit de recettes que souffrent d'abord les finances publiques, nous continuons de revendiquer une réforme en profondeur de l'ensemble de notre fiscalité qui devrait permettre à l'impôt de retrouver ses trois fonctions principales : financement de la production de biens publics, correction des inégalités, participation à la politique économique en favorisant une croissance efficace pour un développement humain durable.

La CGT apprécie les trois grands axes du budget supplémentaire. Mais, pour la CGT, ces orientations politiques doivent trouver leur prolongement dans les choix stratégiques des entreprises en matière d'emplois de qualité et pérenne, de salaires et de conditions de travail notamment. Il faut redonner au travail sa place structurante pour l'individu et pour notre société. L'intervention publique ne peut pas se résumer à poser des pansements sur des jambes de bois.

La crise financière d'abord, et la crise économique et sociale qui en a découlé obligent à s'interroger sur la gestion de la dette publique. Pour la CGT, il est temps que n'appartiennent plus aux seules agences de notation de dicter leurs lois en matière de politiques économiques et sociales au nom de

la vérité des marchés. Pour la CGT, « les marchés » ne sont pas un concept immatériel mais bien une organisation de confiscation des richesses produites, de recherche du profit.

Yannick Vaugrenard a suggéré en commission 1 l'idée d'une agence européenne publique de notation, nous y souscrivons et proposons même d'en définir très largement le champ de compétences avec des critères sociaux, culturels et environnementaux affirmés, de biens publics inaltérables et de droits fondamentaux inaliénables !

Le Conseil régional a décidé d'adopter un schéma directeur de la dette ; la CGT partage son analyse des origines de la crise financière qui l'a conduit à cette décision. Ce schéma doit permettre de vérifier que les objectifs affichés par le conseil régional de gestion de la dette à savoir seront mis en œuvre.

Une charte de déontologie financière complète ce schéma, charte basée sur des valeurs éthiques, de transparence et de responsabilité financière ; cette disposition a suscité d'interminables échanges en commission 1 ! La CGT n'en retient qu'une chose : déontologie et éthique semblent faire peur à certains tenants des vertus du marché, de la libre circulation des capitaux, du libéralisme, de la financiarisation de l'économie.

La CGT propose d'aller plus loin avec l'instauration d'un pôle financier public reposant sur la mise en réseau d'un ensemble d'institutions financières de statut public et semi-public, placé sous contrôle public et social pour intervenir dans les domaines suivants : soutien au développement des PME et du tissu économique locale, financement du logement social, politique de la ville, infrastructure de transport, politique industrielle, aide à l'innovation, contribution au financement des collectivités locales.

Le président-rapporteur de la commission 1 a indiqué en bureau du CESER qu'il s'était abstenu sur le projet d'avis du CESER par « élégance », la CGT, quant à elle, le votera !